

Coût de la vie

tre aux banques de soutenir la concurrence sur le marché hypothécaire. A vrai dire, ces banques n'y contribuaient à peu près rien. Elles ont commencé à pénétrer sur ce marché en 1967. L'année dernière le taux annuel s'est établi à 3 milliards de dollars. Cette année les fonds affectés au marché hypothécaire des habitations s'élèvent à 4,100 millions de dollars, soit une augmentation de 1,100 millions en une seule année.

J'aimerais maintenant répondre brièvement aux remarques du chef de l'opposition à propos du chômage. J'ai déclaré à la Chambre que je ne suis pas plus satisfait que lui du taux de chômage désaisonnalisé. Mais les faits ne permettent pas d'attribuer la hausse du taux de chômage à la faiblesse de l'économie, comme il a tenté de le faire. Je crois qu'il faut considérer le nombre de nouveaux emplois créés par l'économie. Comme je l'ai déjà dit à la Chambre, le nombre d'emplois au Canada a augmenté de 464,000 d'août 1972 à août 1973. Le taux d'emploi a donc augmenté de façon spectaculaire.

Si je puis considérer le premier trimestre à la lumière du deuxième trimestre, j'ai déjà dit à la Chambre que si l'on examine le taux réel de croissance pendant le dernier trimestre de 1972 et le premier trimestre de 1973, compte tenu d'un taux d'inflation de 12 p. 100, on voit que ce taux de croissance ne pouvait certainement pas être maintenu sans nuire à l'économie. Si l'on ajoute le deuxième trimestre au premier...

M. Stanfield: Prenez seulement le deuxième.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Très bien; pris seul, il constitue le résultat inévitable des manques de matériaux, des goulots d'étranglement de la production de la stabilisation nécessaire de l'économie. Pendant les deux premiers trimestres de cette année, l'économie a connu une croissance réelle, compte tenu du taux désaisonnalisé d'inflation de 9.4 p. 100. Je maintiens ce que j'avais déclaré le 19 février à la Chambre quand j'ai présenté le budget, soit que le taux réel de croissance pour l'année au Canada sera de 7 p. 100. Je maintiens encore cette prévision.

Le chef de l'opposition s'amuse à dire que nous devrions blâmer le temps, les grèves et ainsi de suite. Quand j'ai présenté le budget, j'ai aussi dit que lorsqu'on tente de prédire ce qui va arriver à l'économie, on traite d'affaires humaines, et non seulement de données statistiques. Les problèmes du Canada ne tiennent pas seulement du domaine statistique; tout économiste le sait. Les problèmes du Canada sont des problèmes humains. Quand on examine les possibilités de l'économie, il faut supposer qu'il n'y aura pas trop de conflits ouvriers, que les récoltes seront assez bonnes, et que la situation internationale demeurera assez stable. Ainsi que l'a fait remarquer le premier ministre cet après-midi, l'économie n'est pas statique, elle réagit sans cesse aux affaires humaines, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Aussi, si l'une ou l'autre des bases auxquelles j'ai fait allusion disparaissent ou sont dérangées, cela affecte alors les prévisions, et ces prévisions doivent donc être ajustées.

Pour résumer, monsieur l'Orateur, qu'on me permette de dire que l'inflation avec laquelle nous sommes aux prises est causée par la forte demande enregistrée simultanément partout dans le monde pour un nombre limité de produits. Aucun pays à lui seul ne peut arrêter cette vague. Bien que le chef conservateur puisse souhaiter, en termes politiques ronflants, poser en roi Canut commandant aux eaux inflationnistes mondiales de se retirer du Canada, alors même que nous sommes l'une des plus importantes nations commerçantes du monde concernée par les prix mondiaux, s'il

[M. Turner (Ottawa-Carleton).]

pense que cela va lui susciter l'appui d'une partie importante de la population canadienne en ce moment, eh bien! je ne crois pas qu'il pense en termes politiquement réalistes.

Le gouvernement fait tout ce qu'il lui est possible de faire pour porter à leur maximum nos propres approvisionnements, en augmentant par là la production nationale, les revenus et les emplois, tandis qu'il s'emploie à réduire à son minimum l'érosion des revenus des gens susceptibles d'être les plus atteints par l'inflation. Il est important de s'assurer que notre taux d'inflation au pays n'excède pas trop celui de nos principaux concurrents industriels. Voilà qui impose une lourde responsabilité à tous les Canadiens. Le monde des affaires a la responsabilité de ne pas chercher à hausser les prix en réponse à chaque augmentation du prix coûtant. Mais le profil de leurs profits s'améliore. Le monde du travail a la responsabilité de veiller à ce que, là où les travailleurs obtiennent une juste rémunération, ils ne tentent pas de provoquer une escalade des salaires. Les gouvernements, tant fédéral que provinciaux, ont enfin la responsabilité de ne pas aggraver les pressions inflationnistes. Si nous ne le faisons pas, il ne pourra en résulter qu'une accélération de la spirale, des prix et des coûts qui intensifiera l'inflation, compromettra notre position concurrentielle sur les marchés internationaux, et entravera l'épanouissement de la production et de l'emploi. Nous avons déjà suivi cette voie difficile et je doute que les Canadiens soient nombreux qui veulent s'y engager de nouveau. J'espère bien, j'en suis même convaincu, que les Canadiens ont assez de simple bon sens pour vouloir éviter cette voie destructive. Au lieu de cela, travaillons de concert dans le cadre de politiques réalistes pour faire face à la vie telle qu'elle est et réaliser l'objectif d'un niveau de vie sans cesse amélioré pour tous les Canadiens.

● (1640)

Des voix: Bravo!

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, le débat sur le coût de la vie au Canada est malheureusement devenu verbeux, ce qui nous est familier; c'est un verbiage creux. D'autre part, rien de nouveau n'a été dit durant le débat sur la question qui a débuté en réalité lundi dernier. D'autre part, le chef de l'opposition (M. Stanfield) a exposé à nouveau la politique conservatrice des régies systématiques sur tout au Canada, malgré toutes les preuves disponibles sur les conséquences catastrophiques de ces régies aux États-Unis et en Grande-Bretagne et sans tenir le moindre compte des faits que tout parti politique sérieux devrait envisager avant d'essayer une manœuvre politique commode qui pourrait plaire à certains secteurs de la population au Canada. D'autre part, nous avons entendu la réponse du ministre des Finances (M. Turner). Il ne nous a appris rien de nouveau, sauf qu'il nous a dit, au sujet des taux d'intérêt, ce qu'avait fait son gouvernement il y a quelques années alors qu'il avait permis aux banques d'entrer sur le marché des hypothèques. Je parlerai plus au long sur ce point dans un moment.

Nous avons observé le ministre des Finances débiter avec émotion des balivernes à ses troupes libérales en faisant allusion à une contradiction du chef de l'opposition, sans toutefois annoncer de politique nouvelle. Le ministre des Finances a bien réaffirmé que son gouvernement a pris des mesures pour résoudre un tant soit peu le problème de l'inflation en haussant le revenu des citoyens âgés, celui des anciens combattants et celui des familles